

# La mort crie victoire

Vincent Hugué

L'Express, 2 juin 1994, page 82

Les maquisards du Front patriotique rwandais progressent vers Kigali, dans un pays dévasté par les massacres. La France leur apparaît comme le dernier soutien d'un pouvoir hutu coupable de génocide. Voyage au cœur des ténèbres...

Accoudé au capot de son « command car », Paul Kagame s'offre une halte sur la route qui, de l'est, file vers Kigali. Fine moustache, lunettes d'intello, le chef militaire du Front patriotique rwandais (FPR) affiche une sérénité de vainqueur. A quoi bon se hâter ? Les rebelles contrôlent la moitié est du pays. Depuis la conquête, le 22 mai, de l'aéroport et de la caserne de Kanombe, la capitale semble à leur merci. Elle tombera le jour venu, à l'usure. De même, le jeune général tutsi resserre l'étreinte autour de Gitarama (sud-ouest de la capitale), où siégeait, avant de fuir, un « gouvernement intérimaire » fictif, animé par les faucons du clan de Juvénal Habyarimana. Il flotte sur la clique du défunt président hutu – ethnique majoritaire à 85 % – un parfum de débâcle et sur le « pays des mille collines » une obsédante odeur de mort.

Car l'assassinat, le 6 avril, du despote au pouvoir depuis 1973 déclencha une vague de pogroms méthodiques, perpétrés, listes à l'appui, par les Forces armées rwandaises (FAR), avec le concours zélé des « interhamwe », miliciens de l'ex-parti unique, voire des bourgmestres locaux. Un demi-million de Tutsi et d'opposants hutu – soit le quinzième de la population – auraient ainsi péri, fauchés par les rafales et les grenades, achevés à coups de machette, de pieu clouté ou de marteau. Prisonniers de leur délire raciste, au point d'ourdir l'attentat fatal à Habyarimana, jugé trop tiède, aveuglés par le spectre d'une tyrannie féodale tutsi, les tueurs ont scellé leur propre perte. Ou-

vrant aux maquisards aguerris du FPR les portes du châtiment militaire.

Leurs ennemis les affublent d'un sobriquet infamant : « inienzy » (cancrelats) ; leurs partisans les disent « inkontanyi », ou bagarreurs. Ils se prénomment Aimable, Innocent... Les gradés du front, souvent bardés de diplômes, portent l'uniforme. Chaussés de tennis, de bottes de caoutchouc ou de rangers, les bidasses se contentent de tenues dépareillées. La plupart ont fui, sur le dos de leurs parents, la répression engagée en 1959, lorsque vacillait le royaume tutsi. Les cadets ont vu le jour en exil. Enseignants au Burundi ou au Zaïre, agronomes en Tanzanie, voire journalistes à la radio d'Etat, tous rallieront le nord du Rwanda, fief du front, à la faveur de l'offensive d'octobre 1990, prélude à trois années d'intense guérilla. Pour autant, il leur arrive, faute de connaître le terrain, de s'égarer. Les cadres, eux, ont servi l'Armée de résistance nationale (MRA) de Yoweri Museveni, actuel président ougandais. A commencer par Paul Kagame, qui dirigea ses services de sécurité, et son prédécesseur disparu Fred Rwigyema, ex-bras droit du commandant en chef des forces de Kampala.

Il n'en faut guère davantage pour que les fidèles d'Habyarimana et le renseignement « français » – ce qui revient au même – voient dans l'offensive du FPR la main du voisin du Nord. Certes, ce dernier n'a jamais mégoté son soutien. De là à absoudre Kigali de ses fantasmes ethniques... « En déniaut aux réfugiés le droit au retour, note un « bagarreur », le régime a cristallisé nos rancœurs. » Museveni installé, sa légion rwandaise s'affranchit du tuteur avec armes, bagages et véhicules. Donnant ainsi à l'Alliance pour l'unité nationale, fondée en 1979 et rebaptisée Front patrio-

tique, une tournure plus martiale. Le FPR, qui se pique de « pluriethnicité », a placé à sa tête un Hutu, Alexis Kanyarengwa, jadis ministre de l'Intérieur du président Habyarimana. Sans pour autant effacer son image de mouvement armé, d'essence tutsi. A l'heure des choix, l'autorité de Paul, le chef militaire, prévaut contre celle du président Alexis.

« C'est une armée disciplinée, bien entraînée, commandée par d'excellents officiers, convient un haut gradé de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar). Elle suit son plan de marche à la lettre. Et tant pis si 50 000 civils doivent mourir de faim. La stratégie ? Choisir l'objectif, briser toute résistance à force de pilonnages. Et le cueillir comme un fruit mûr, de préférence la nuit. » Si Paul Kagame et les siens condescendent à discuter d'un cessez-le-feu, c'est pour la forme. Ils ne cachent pas leur hostilité au déploiement de 5 500 Casques bleus, voté le 17 mai par le Conseil de sécurité. Lequel aurait à leurs yeux pour effet de geler une ligne de front, voire de consacrer une partition du pays. Et c'est en vain que la Minuar – qui a toutes les peines du monde à réunir le contingent et le matériel requis – arguë d'impératifs strictement humanitaires. Vaincre d'abord, négocier ensuite. Fort de 15 000 à 20 000 combattants, le Front ne manque pas d'armes légères. Et les prises de guerre enrichissent son arsenal lourd. Dans ce hangar du camp de Kanombe, non loin d'un dépôt de munitions venues de France, on répare une demi-douzaine de mitrailleuses nord-coréennes. Tandis que deux canons antiaériens bitubes montent vers le front. La panoplie doctrinale paraît, quant à elle, moins fournie.

Sans les idolâtrer, les maquisards vouent un profond respect à Nelson Mandela et au Zimbabwéen Robert Mugabe. Et arborent volontiers des tee-shirts à l'effigie de Malcolm X. L'élite, elle, refuse toute filiation idéologique. « Nous n'avons pas les moyens de débattre des dogmes politiques, avoue un dirigeant. Il y a plus urgent : sauver des vies. Parer au plus pressé. Et cela, sans l'aide de la France. » La France ? « Un pays, assène Kagame, mêlé à tous les maux infligés au Rwanda ; qui a entraîné les soldats et les miliciens tueurs ; qui combat à leurs côtés et les arme. Nous détenons des preuves. Nous les dévoilerons en temps utile. » « Combien faudra-t-il de

cadavres pour que Mitterrand lâche ses amis ? » renchérit un cadre, médecin formé à Lille. La « patrie des droits de l'homme » a mis plus d'ardeur à exfiltrer par le premier avion les proches d'Habyarimana qu'à secourir le personnel – tutsi – de l'ambassade à Kigali, promis dès lors à un sort définitif. En vertu d'une insolite « tradition républicaine », la France héberge à grands frais l'entourage du défunt. Dont un patron du « réseau zéro », escadron de la mort chargé des basses œuvres du clan.

## La responsabilité française

Virtuose de l'antiphrase, le ministre de la Coopération, Michel Roussin, soutient que « jamais la France n'a armé les auteurs des massacres ». Elle a fait pis. Volant par deux fois – en 1990 et 1992 - au secours d'un pouvoir masqué aux abois, prompt à attiser les tensions ethniques pour sauver ses prébendes. Faut-il rappeler à l'ancien homme clef des services de renseignements français la flambée des livraisons militaires dès 1991, alors que la dérive du régime vers l'intégrisme ethnique était patente ? A-t-on oublié la garantie, par le Crédit lyonnais, d'un contrat d'armement de 6 millions de dollars, passé entre le Rwanda et l'Egypte ? Se souvient-on qu'aux heures chaudes des paras bien de chez nous verrouillaient les bâtiments officiels et les barrages dressés dans Kigali ? Rien de nouveau sous le soleil des grands lacs. Un accord de coopération militaire lie, depuis 1975, Paris et Kigali. Les rivalités entre « réseaux » – Elysée, Affaires étrangères, Coopération, Intérieur, vétérans des intrigues africaines – tendent à consacrer le statu quo. Reste, de l'aveu même d'un haut fonctionnaire éccœuré, que François Mitterrand porte dans ses errements une « responsabilité directe, totale et écrasante ». Peut-il aujourd'hui plaider l'impuissance ? Non. Le lundi 2 mai, une intervention de Bruno Delaye, chef de la cellule africaine à l'Elysée, auprès du patron des FAR, le général Augustin Bizimungu, fit avorter la tuerie des Tutsi réfugiés à l'hôtel des Mille-Collines. La cécité française laisse pantois. Ni l'amitié supposée entre Mitterrand et Habyarimana, ni celle qu'ont tissée Jean-Christophe, fils influent du premier, et Jean-Pierre, l'aîné du second, ne suffisent à l'expliquer. On évoque jusque dans les couloirs du

Quai d'Orsay une « dette » que Paris aurait contractée envers Kigali - intermédiaire supposé d'une livraison d'armes secrète vers le Golfe ? Sans doute faut-il citer cette obsession de la « stabilité » qui, en France, tient souvent lieu de politique africaine. De même, on se gardera de sous-estimer le « syndrome de Fachoda », fort répandu à l'état-major. A en croire certains officiers supérieurs, le FPR serait le coin que la conjuration anglo-américaine s'efforce d'enfoncer dans la sphère d'influence francophone... Et si la réalité se révélait plus simple, et tout aussi navrante ? Si l'on payait, en l'occurrence au prix fort, une lecture archaïque, ethnographique des conflits du continent noir, cet échiquier exotique tant prisé par les faiseurs de rois ? Bien malin qui saura les convaincre qu'un Hutu préside le FPR, tandis que les interhamwe ont à leur tête un Tutsi. Ou que des dissensions entre Hutu du Nord et du Centre-Sud ont souvent armé les tueurs. Il est tellement plus commode de blâmer les « vieux démons rwandais ».

### Victoire sur un cimetière

La cour du centre paroissial de Nyamata (sud de Kigali) est jonchée de vestiges du massacre. Une canne, une pipe, un chapelet, des chaussures. Et cette carte d'identité dont le vert a pâli. A sa lecture, on apprend que la gracieuse Rushashi est née en 1966. Et qu'elle ne fêtera sans doute jamais ses 30 ans : à la rubrique ethnique, on a rayé les mentions inutiles ; ne reste que T pour Tutsi. Mais peut-être Rushashi a-t-elle survécu. Peut-être gît-elle sur les nattes souillées, parmi les grabataires de l'hôpital, couturés de cicatrices, plongés dans l'hébétude. Peut-être la traîne-t-on de temps à autre au soleil, comme cette gamine efflanquée et nue, le temps d'une toilette. Et voilà qu'on amène un mort vivant, recroquevillé dans une brouette. Depuis un mois, Fred Mullisa, 16 ans, croupit dans les marais, se nourrissant d'herbe. Les miliciens lui ont tranché la main. Une plaie béante lui barre la jambe droite, enflée par la gangrène. Fred parle. Un filet de voix sort de ce corps meurtri. Les autres suppliciés hésitent à l'approcher. Comme tétanisés par ses mots d'outre-tombe. Jean-Paul Gashegu, lui, s'avance. Le directeur du collège a reconnu l'un de ses élèves de seconde. « La plupart sont morts.

J'ai vu des enseignants diriger la tuerie. » Le 15 avril, Jean-Paul a perdu ses parents, sa femme et ses quatre enfants. Lui a eu la chance de tomber entre les mains d'un milicien plus vénal que cruel. Il a payé, on l'a laissé fuir. Sur la place du village, ses pas croisent ceux de cinq jeunes filles. Des élèves, elles aussi. Des rescapées. Elles portent le deuil à leur façon, ajustant leur robe colorée en minaudant. La vie est là, dans ces rires étouffés. Elle est aussi dans l'inlassable dévouement d'Annie, de Marie-Odile ou de Richard, trois volontaires de Médecins du monde installés à Gahini (Est). Elle est, malgré l'ineffaçable blessure du viol, dans le sourire à peine esquissé d'Angélique, 8 ans. Elle est enfin dans les récits de ces Tutsi que des Hutu ont sauvés, au péril de leur vie. Que vaut cette victoire qui vous laisse maître d'un cimetière, tandis que deux millions de déplacés ont à choisir entre l'errance et les camps ? Le Front patriotique invoque l'esprit de l'accord d'Arusha (Tanzanie), censé orchestrer un partage du pouvoir, et signé le 4 août 1993. Partager, soit. Reste à trouver avec qui. « Il le faudra, insiste Abdul Kabia, directeur exécutif de la Minuar. Jamais les Tutsi, ultraminoritaires, ne pourront tenir seuls le pays. Ils le savent. Céder à cette tentation, ce serait inverser les rôles pour le prochain désastre. Dans cinq, dix ou quinze ans. Déjà, les experts redoutent un embrasement de la région des grands lacs, où, partout, les pouvoirs jouent avec le feu ethnique. Au risque de broyer le Rwanda et le Burundi. « La pression démographique condamne ces deux pays à la guerre, prédit Jean-François Bayart, chercheur au Céri (Centre d'études et de recherches internationales). A moins que l'excédent de main-d'œuvre ne trouve à s'employer ailleurs. » Dans le sang comme dans la paix, l'ancien royaume sous mandat belge n'aurait donc d'autre destin que celui de l'éternel exode.